



J.-L. QUEREILHAC,
Licencié en Droit,
Maire et Conseiller Général du Gers.

Elections Législatives du 23 Juin 1968

1^{ère} Circonscription

Candidature U D V^e
de défense de la République

**Electrices et Electeurs
du Gers,**

Comme en Mars 1967 je me présente à vos suffrages avec la même foi et le même courage. Pourtant de lourdes menaces pèsent sur le Pays. Un mois de violences et de grèves qui se poursuivent viennent de le marquer profondément. Le désarroi général a été tel qu'à un moment donné un contre-gouvernement ait pu se déclarer, en dépit du suffrage universel, prêt à prendre le pouvoir. Le Chef de l'Etat n'a pas cédé au chantage, le Parlement a été dissous **et les électeurs doivent décider non plus entre des hommes et des programmes, mais ils doivent décider du Destin de la France.**

Après le 30 Juin, la France sera un pays LIBÉRAL ET DÉMOCRATIQUE, capable de se transformer vers un avenir meilleur pour tous, ou bien elle deviendra, de l'aveu même de mes adversaires, un ÉTAT SOCIALISTE sous l'influence grandissante et aux conditions d'un parti communiste majoritaire.

Les événements qui viennent de marquer la France, aux yeux stupéfaits de l'Europe et du Monde, ont mis, en quelques jours, son économie en péril et ce, à la veille même de l'ouverture de nos frontières aux partenaires du Marché Commun. Dans une économie concurrentielle et capitaliste comme la nôtre, si fragile car elle repose uniquement sur l'accroissement constant de la Production et du Crédit, cela peut être une catastrophe sans précédent dans le domaine, non plus des salaires, mais de l'Emploi. Les répercussions en chaîne suivront, n'en doutons pas, sur les petites et moyennes entreprises dont l'existence est déjà si fragile.

LA VIE D'UNE NATION EST D'ABORD DE VIVRE AVANT DE SE RÉFORMER. Les Réformes universitaires, sociales et économiques ne peuvent se faire efficacement que dans une vie économique normale.

A quoi sert d'adapter l'Université aux formes modernes de la Société Nouvelle, si l'Economie de cette dernière est ruinée ? A quoi servent les augmentations de salaires si le coût de la vie et le chômage augmentent ?... A quoi servent les participations des travailleurs à la vie des entreprises si ces mêmes entreprises sont condamnées à fermer leurs portes ?...

Pour faire des réformes, il faut avoir non seulement la volonté mais la capacité de les faire. **TOUT REVIENT DONC A UNE QUESTION DE CONFIANCE.**

Qui sera capable d'entreprendre ces réformes et, dans un même temps, relancer l'Economie du Pays ?.. .

— La F.G.D.S. et son alliée communiste ?... qui ne sont d'accord ni sur la socialisation des moyens de production ni sur une plateforme économique capable de rallier la plus élémentaire confiance ?

— Le Parti du Centre ?... condamné à rejoindre la majorité, car il n'aura jamais ni la force, ni l'autorité nécessaire pour s'opposer à la coalition socialo-communiste.

On a beaucoup trop oublié, ces jours derniers que **TOUS** les travailleurs n'étaient pas dans la rue (ni non plus **TOUS** les étudiants). Il existe en France et dans le Gers en particulier, une masse de travailleurs aussi authentiques que les autres et qui, paysans, artisans, commerçants, P.M.E. etc., prennent tous les jours des risques pour vivre et payer les salaires des autres.

Le gouvernement de la France et le Chef de l'Etat élu au suffrage universel ont, seuls, l'autorité morale nécessaire et la capacité de réformer. Il suffit de leur donner une majorité parlementaire qui rende efficace leur action.

C'est à vous électeurs de prendre vos responsabilités, comme j'ai pris les miennes.

J.-L. Quereillahc

Candidat U. D. V°
Licencié en Droit
Maire et Conseiller Général du Gers

CANDIDAT SUPPLEANT :

Max BERNARD

Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Grand Mutilé de Guerre
Ancien de l'Armée d'Afrique, d'Italie
et de la 1^{re} Armée.